

PREFET DES DEUX-SEVRES

DECISION PORTANT SUR UN REFUS
D'AUTORISATION D'EXPLOITER
DELIVREE A

Direction départementale des territoires
Service Agriculture et Territoires
Bureau Aménagement rural et politique foncière

Dossier suivi par :
Françoise BEAUGET

le GAEC BRETAUDEAU-COUTANT
MM. BRETAUDEAU Jean-Noël et Damien, M.
COUTANT Mathieu
La Guierche
79700 SAINT-AMAND-SUR-SEVRE

Le Préfet des Deux-Sèvres

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-11, R 313-1 à R 313-2, et R 331-2 à R331-12 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- Vu** le décret n° 99-731 du 26 août 1999 modifiant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;
- Vu** le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
- Vu** le décret N° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions à caractère consultatif ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 18 septembre 1985 fixant les coefficients d'équivalence applicables aux productions hors-sol, modifié par l'arrêté du 21 février 2007 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2006 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2006 créant une section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 2012 établissant le Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles du Département des Deux-Sèvres (SDDSA) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2014 nommant les membres de la section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-020-0002 du 20 janvier 2015 portant délégation de signature à Monsieur Alain JACOBSSONE, Directeur départemental des territoires ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-020-0001 du 20 janvier 2015 portant subdélégation de signature ;
- Vu** la requête présentée par le GAEC BRETAUDEAU-COUTANT (MM. BRETAUDEAU Jean-Noël et Damien, M. COUTANT Mathieu) dont le siège d'exploitation est situé sur la commune de SAINT-AMAND-SUR-SEVRE;
- Vu** l'avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture en date du 29 janvier 2015 ;

Considérant que le GAEC BRETAUDEAU-COUTANT exploite 245 ha ;

Considérant que le SDDSA présente, en son article 4, des rangs de priorité hiérarchisant les demandes d'autorisation d'exploiter :

Considérant que le GAEC BRETAUDEAU-COUTANT a sollicité l'autorisation de mettre en outre en valeur 1,13 ha situés à SAINT-AMAND-SUR-SEVRE, et précédemment exploités par M. MERLET Louis-Marie, qui a pris sa retraite le 31 décembre 2014 ;

Considérant que la reprise envisagée par le GAEC BRETAUDEAU-COUTANT constituerait un agrandissement de cette exploitation (priorité 2-2 du SDDSA) ;

Considérant que les terres sollicitées ont fait l'objet d'une autre demande d'autorisation d'exploiter, formulée par M. AUDEBEAU Olivier à SAINT-AMAND-SUR-SEVRE, qui exploite 70,87 ha ;

Considérant que la reprise envisagée par M. AUDEBEAU Olivier constituerait un agrandissement de cette exploitation (priorité 2-2 du SDDSA) ;

Considérant que les deux demandes sont sur le même rang de priorité au regard du SDDSA (priorité 2-2 : agrandissements) ;

Considérant que le SDDSA propose, dans son article 5, des critères d'appréciation entre des demandes concurrentes de même rang de priorité, comme la taille économique des exploitations concurrentes, évaluée à travers le coefficient PAD ;

Considérant que le coefficient PAD du GAEC BRETAUDEAU-COUTANT est de 1,10 et celui de M. AUDEBEAU Olivier est de 0,71 ;

Considérant que la demande de M. AUDEBEAU Olivier est reconnue prioritaire à celle du GAEC BRETAUDEAU-COUTANT, au regard du SDDSA ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires ;

D E C I D E

Article 1^{er} : **De rejeter** la demande formulée par le GAEC BRETAUDEAU-COUTANT (MM. BRETAUDEAU Jean-Noël et Damien, M. COUTANT Mathieu) dont le siège social est situé à SAINT-AMAND-SUR-SEVRE afin d'adjoindre à son exploitation 1,13 ha situés à SAINT-AMAND-SUR-SEVRE précédemment exploités par M. MERLET Louis-Marie dont le siège social est situé à SAINT-AMAND-SUR-SEVRE.

Article 2 : Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Article 3 : Exécution : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

NIORT, le 10 février 2015

P/ Le Préfet et par délégation,
P/ Le Directeur Départemental des Territoires,
Le chef de l'unité Aménagement Rural
et Politique Foncière,


Fabrice SAGOT

RAPPEL : En cas de mise en valeur de terres sans autorisation administrative d'exploiter, le Code Rural et de la Pêche Maritime (article L-331-7) prévoit dans un premier temps une mise en demeure de cesser d'exploiter, et dans un second temps une sanction pécuniaire d'un montant compris entre 300 et 900 € par hectare. Cette mesure peut être reconduite chaque année s'il est constaté que l'exploitation illégale se poursuit.